



Le porte-parole de l'ambassade des États-Unis au Cameroun, Lee McManis a déclaré dans un journal américain que les États-Unis n'avaient pas imposé de sanctions à l'armée camerounaise et à des responsables gouvernementaux pour avoir commis des crimes dans les régions anglophones et arrêté le leader du MRC, Maurice Kamto.

M. Lee McManis a rejeté les informations selon lesquelles quelque 27 personnalités camerounaises ont été sanctionnées par le gouvernement américain pour violations des droits de l'homme dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-ouest. Le diplomate a déclaré que les États-Unis n'avaient pas l'intention d'imposer des sanctions à l'armée camerounaise et aux responsables gouvernementaux « Pour le moment, les États-Unis n'envisagent d'imposer des sanctions à aucun responsable camerounais.

Le gouvernement américain s'efforce de faire progresser la paix et la sécurité dans la région, et le Cameroun est un partenaire clé dans cet effort », a déclaré McManis. Il a également convenu que les États-Unis avaient joué un rôle important dans la lutte contre l'extrémiste Boko Haram et dans la garantie de la sécurité dans le golfe de Guinée, ainsi que dans l'envoi de troupes à la Mission multilatérale intégrée pour la stabilisation en République centrafricaine.

Des droits de l'homme et de la primauté du droit a toujours été fondamentale pour la paix et la sécurité. Les médias ont rapporté il y a quelques semaines que près de 100 hauts

responsables camerounais n'avaient pas le droit d'aller aux États-Unis. Certains ont cité des informations émanant d'une organisation américaine à but non lucratif basée à Washington, la Brookings Institution, qui auraient révélé que 27 membres du personnel militaire, civils et ministres du Cameroun avaient été interdits d'entrée aux États-Unis.

En février dernier, un autre rapport avait laissé entendre que les États-Unis avaient réduit d'environ 17 millions de dollars leur aide militaire au Cameroun en raison de violations présumées des droits de l'homme commises par son armée dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Cependant, après avoir eu des entretiens avec le ministre de la Communication, René Emmanuel Sadi, à Yaoundé, l'ambassadeur américain au Cameroun, Peter Henry Barlerin, avait déclaré que les États-Unis n'allaient pas mettre fin à la coopération en matière de sécurité avec le Cameroun. "Les relations entre le Cameroun et les États-Unis sont excellentes et de longue date", avait-il déclaré avant de poursuivre "et nous visons à poursuivre ces relations".

Le gouvernement camerounais, par le biais du ministère des Relations extérieures, avait démenti les allégations selon lesquelles son armée aurait recours à l'assistance militaire des États-Unis pour mener à bien des violations des droits de l'homme. Cameroun-Info/237actu